

CHS-CT EXCEPTIONNEL DU 02/04 LIE A LA SITUATION ENGENDREE PAR LE CORONAVIRUS

CHS-CT EXCEPTIONNEL

Pour le troisième jeudi consécutif, ce 2 avril a eu lieu un CHS-CT exceptionnel par conférence téléphonique.

Pour commencer nous avons tenu à rappeler que l'ensemble des fonctionnaires paie déjà un lourd tribut au service de l'intérêt général. Parce qu'ils n'ont pas été protégés au tout début, et mal ou insuffisamment depuis.

C'est le cas dans la fonction publique hospitalière, dramatiquement, mais pas seulement. Les agents des finances aussi sont touchés dans une proportion bien supérieure au reste de la population.

La vague n'est certes pas encore arrivée dans notre région, mais nationalement, selon le dernier décompte communiqué le 1er avril 2020, ce sont 1 399 agents qui sont affectés par le virus (cas avérés ou suspectés), soit un niveau de contamination vraisemblablement trois fois supérieur à celui de la population française.

Et malgré cela, comme nous l'avons fait remarquer, dans le Lot :

-Il n'y a toujours pas de masques pour les collègues assurant l'accueil sur RDV, bien que cela soit explicitement prévu dans les documents du PCA : « protection individuelle : masques FFP2 et chirurgicaux, des stocks sont constitués et prêts à être distribués au personnel en cas de nécessité! »

-Les collègues en présentiel continuent à travailler dans des locaux mal désinfectés, quand ils le sont...

-Lors du CHS du 19 mars nous sommes intervenus sur la problématique de la future campagne IR : nécessité de la différer et mesures de protection à prendre lorsque l'accueil pourrait reprendre. Car le virus ne va pas disparaître d'un coup de baguette magique ! Nous avons notamment demandé la mise en place de vitres plexiglas amovibles. Il nous avait été répondu que c'était bien trop prématuré, et qu'il n'était pas question d'envisager de tels aménagements sans avis de la DG.

Or, la campagne, c'est officiel maintenant, c'est dans un peu plus de 15 jours seulement! D'ailleurs l'annonce d'un report de 12 jours de la campagne IR prêterait à sourire si nous n'étions pas dans une situation de mise en danger de la santé, voire de la vie, des agents et de leur famille. Est-ce qu'on va enfin anticiper ou encore se retrouver à courir après le matériel de protection nécessaire alors que tous les jours les agents seront confrontés à un danger de contamination?!!

Pour la direction, l'actualité c'est effectivement l'ouverture de la campagne IR le 20/04 ainsi que le début du versement du fonds de solidarité aux entreprises.

Pour elle, comme il n'y aura pas d'accueil, sauf sur RDV pour les cas particuliers, pendant la période de confinement, cela ne pose pas problème.

Elle nous indique qu'un stock de masques a été reçu ce 2 avril à la DDFIP du Lot, et qu'il va être procédé à la répartition. Pour le moment ce stock est limité, bien évidemment !

Le recensement des vitres plexiglas a justement été lancé cette semaine (enfin!), les retours des chefs de postes sont attendus pour passer la commande au niveau national, mais il y aura des priorités (trésorerie hospitalières, et départements les plus touchés).

En gros, le temps que les parois soient fabriquées (car elles vont l'être à la demande) et distribuées partout, ce n'est pas pour demain que tous les accueils des usagers lotois, qu'ils soient sur RDV ou non, vont se tenir derrière un hygiaphone !

Mais ce n'est pas grave, la direction est satisfaite, elle : on a du gel (maintenant oui, mais des semaines après le début des événements), on va avoir des masques (bientôt!) et on aura des hygiaphones (un jour...) ! Que tout soit arrivé, arrive ou arrivera bien après la bataille ne choque visiblement que nous.

La directrice nous accuse de penser qu'il suffit de claquer des doigts pour obtenir les choses. Qu'elle se rassure, nous n'ignorons rien des difficultés d'approvisionnement des produits visant à la protection des populations en ce moment, d'où l'importance d'anticiper et de ne pas attendre la pénurie pour s'en préoccuper. Mais à chaque fois qu'on essaye de parler « anticipation » on nous accuse de « précipitation ». On voit ce que cela donne... Alors oui nous le répétons haut et fort, 3 semaines après le début du confinement, et bien plus encore depuis le début de l'épidémie, les mesures de protection (gants, masques, gel, hygiaphones, désinfection) sont balbutiantes pour les agents devant assurer des missions en présentiel !

Le médecin du travail est intervenu pour rappeler qu'il n'y a pas de « risque zéro ». D'ici quelques mois 80% de la population aura été touché de toute façon, on essaie juste d'éviter les pics de surmortalité. On n'est pas dans la protection des individus mais dans de la protection collective... A titre individuel pas sûr que cela doive nous rassurer !

Pour lui au niveau de la campagne IR ce qui protégerait surtout les agents d'accueil c'est que cela soit l'utilisateur qui soit masqué.

Sans doute, mais encore faut-il que l'utilisateur puisse se procurer un masque ! Déjà que notre administration peine à en trouver, en tant que particulier c'est encore plus compliqué !

Nous avons interpellé la direction sur le fait que la DGFIP va encore aller contre le sens de la marche : devant la durée d'une menace virale impossible à prédire elle renonce volontairement au principe de précaution.

L'ouverture de la campagne IR, (sans compter le début du versement du fonds de solidarité aux entreprises), va forcément renforcer le présentiel dans les postes, y compris pendant la période d'accueil uniquement sur RDV. Il faudra bien des agents pour répondre au téléphone, pour assurer l'incontournable montée en puissance des demandes de RDV, etc...

On nous soutient que non... concrètement il nous tarde de voir par quel miracle ! Sachant que dans le même temps la direction nous confirme que notre demande de transfert d'appels n'était pas techniquement réalisable, mais que l'accueil téléphonique reste une mission prioritaire. C'est vrai que pendant la campagne IR tout le monde le sait, ça téléphone peu...

Nous avons donc demandé à ce que la direction nous communique des statistiques régulières sur les accueils réalisés dans tout le département. Et nous en reparlerons, car il est pour nous inenvisageable que les agents soient inutilement exposés à des risques portant menace à leur intégrité physique et à celle de leur famille!